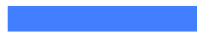


Les cahiers bleus

Crise des élites et restructuration
du champ politique par le haut

mohamed tozy
rachid filali meknassi
abdallah saâf

N°13.



Collection «les cahiers bleus»

N°13 - 2009
Disponible par Abonnement.

Dépôt Légal : 2004 / 2093
ISBN : 1113 – 8823
Reproduction interdite sans avis préalable

Prochainement :

«La gauche marocaine : *pensée et pratique*»



9, rue Tiddas, Hassan
Rabat - Maroc
Tél. : +212 (0) 537 76 28 58
+212 (0) 537 66 12 48
Fax : +212 (0) 537 76 98 91
E-mail : fes@fes.org.ma

Avertissement: les informations contenues et les opinions exprimées dans ces textes n'engagent que leurs auteurs.



مؤسسة عبد الرحيم بوعبيد
fondation abderrahim bouabid

121 rue de la Palestine
Bettana -11040 - Salé
Tél. : 0537 84 33 13/14
Fax : 0537 88 02 23
fbouabid@wanadoo.net.ma

Sommaire

Le Cercle d'Analyse Politique	1
Présentation.....	2
L'actualité d'un débat :	
La note de travail.....	6
<i>mohamed tozy</i>	
Commentaire de <i>rachid filali meknassi</i>	17
Commentaire de <i>abdallah saâf</i>.....	22
Publications.....	29

Le Cercle d'Analyse Politique

Le *Cercle d'Analyse Politique (CAP)* est un espace créé en Juin 2001, à l'initiative conjointe de la Fondation Abderrahim Bouabid et la Fondation Friedrich Ebert.

Composé d'un cercle restreint de chercheurs marocains, cet espace de réflexion collective s'attache en priorité à (re)-formuler les interrogations que suggère une lecture critique et distanciée de sujets politiques.

Le débat interne porte sur la discussion de la *note de travail* préparée par un membre, et de deux Commentaires critiques qui l'accompagnent. Les échanges, auxquels prennent part l'ensemble des membres font l'objet d'une *présentation* et d'une *synthèse* qui complètent la note de travail.

Le tout rassemblé compose la présente publication appelée «*Les cahiers bleus*».

Au plan méthodologique, le parti pris qui commande le choix des sujets et le traitement qui leur est réservé, dérive du regard que nous nous efforçons de porter sur l'actualité : un sujet d'actualité qui fait débat, nous interpelle en ce qu'il fait fond sur des questions lourdes qu'il nous appartient de mettre au jour et d'explicitier. Inversement, soyjever d'emblée des thèmes de fond, dont l'examen entre en résonance et éclaire autrement l'actualité immédiate.

Ulrich Storck

Omar Balafrej

Les Membres du Cercle

- Belal Youssef – Chercheur à l’IURS.
- Bouabid Ali – Enseignant chercheur, et Directeur de la publication.
- Bourquia Rahma – Présidente de l’Université de Mohammedia.
- Darif Mohamed – Professeur à la Faculté de Droit de Mohammedia.
- Errarhib Mourad – Fondation Friedrich Ebert.
- El Ayadi Mohamed – Professeur à la Faculté des Lettres de Casablanca.
- El Messaoudi Amina – Professeur à la Faculté de Droit de Rabat.
- El Moudden Abdelhay – Professeur à la Faculté de Droit de Rabat.
- Filali Meknassi Rachid - Professeur à la Faculté de Droit de Rabat.
- Jaïdi Larabi – Professeur chercheur, Faculté de Droit de Rabat.
- Laarissa Mustapha – Professeur à la Faculté des Lettres de Marrakech.
- Rachik Hassan – Professeur à la Faculté de Droit de Casablanca.
- Saâf Abdallah - Professeur chercheur, Faculté de Droit de Rabat.
- Tozy Mohamed – Professeur à la Faculté de Droit de Casablanca.

Présentation

Face au recul de la gauche, au faible taux de participation aux élections législatives de 2007, et au discrédit qui frappe l'action partisane, des « entrepreneurs » politiques proches du palais ont été tentés de présenter une nouvelle offre politique à la suite du succès obtenu par une liste de candidats « indépendants » défendant le sigle du tracteur dans la circonscription de Ben Guérir. S'érigeant en rempart contre la mouvance islamiste, particulièrement le Parti de la Justice et du Développement (PJD), le Mouvement pour Tous les Démocrates (MTD) a eu pour intention déclarée de faire de la crise du politique au Maroc une opportunité pour la « rénover ».

L'ambition de rénovation de l'action politique proclamée par le MTD se heurte à la réalité. Coalition hétéroclite d'anciens détenus issus de l'extrême gauche des années 1970 reconvertis dans la défense des droits de l'homme, de ministres du gouvernement, de dirigeants de grandes entreprises publiques, et de notables d'anciens partis « de l'administration » - dont la création a été soutenue et encouragée par le ministère de l'Intérieur dans les années 1980-, cette association a donné naissance au Parti Authenticité et Modernité (PAM) qui n'est pas le meilleur exemple de cohérence doctrinale ou idéologique.

Peut-on initier des pratiques politiques modernes avec des notables de partis qui ne sont pas particulièrement connus pour leur probité et leur dévouement à la chose publique ? A moins qu'il ne faille comprendre le recours à ce type de profils comme une « authenticité » marocaine revendiquée par le PAM. Cette initiative a plutôt contribué à la confusion de l'offre politique pour les citoyens marocains, et une partie de la presse y a vu une expérience identique à celle du Front pour la Défense des Institutions Constitutionnelles (FDIC).

La comparaison avec la création en 1963 du FDIC par Réda Guédira ne peut être totalement ignorée. L'initiative de ce dernier s'inscrit dans le contexte de conflit opposant la monarchie à l'opposition de gauche qui a rejeté la « constitution octroyée » par Hassan II, et a appelé à voter non au référendum constitutionnel. Le FDIC cherche alors à « soutenir l'action entreprise par SM le Roi dans tous les domaines » et à « faire accepter la constitution dans toutes ses dispositions ». Dans le discours qu'il prononce à la veille des élections législatives de 1963, Hassan II prend le risque de s'engager de manière quasi-explicite aux côtés du FDIC en appelant à voter pour ceux qui « sont fidèles à la Constitution » et en mesure de constituer « une majorité forte et durable ». L'entreprise s'acheva par la suspension de l'ordre constitutionnel et la proclamation de l'état d'exception en 1965.

D'autres expériences plus ou moins similaires ont émaillé le règne de Hassan II, notamment la création du Rassemblement National pour les Indépendants (RNI) par son beau-frère Ahmed Osman ou de l'Union Constitutionnelle (UC) par Maâti Bouabid. Ces partis ont été soutenus par le ministère de l'Intérieur afin d'obtenir des majorités parlementaires dociles et entretenir l'usure de l'opposition de gauche.

Le contexte de création du MTD puis du PAM est sensiblement différent. Les institutions ont fait l'objet d'un compromis constitutionnel depuis le référendum de 1996, et la monarchie n'est plus contestée que par le mouvement du cheikh Yasîn. Bien qu'ils ne soient pas les plus fervents défenseurs d'une révision constitutionnelle qui limiterait les pouvoirs de la monarchie, les dirigeants du MTD/PAM ne cherchent pas tant à défendre une constitution face à des revendications de réforme constitutionnelle qu'à être « l'amortisseur » politique d'une monarchie omniprésente. Dans les expériences précédentes, il s'agissait de neutraliser une offre politique mobilisatrice qui sapait les fondements du régime politique à un moment où la monarchie était adepte d'un immobilisme conservateur et n'hésitait pas à enterrer l'ordre constitutionnel et parlementaire qu'elle avait pourtant façonné à sa guise. Le MTD/PAM cherche plutôt à être le corps intermédiaire qui donnerait vie aux réformes initiées par une monarchie modernisant le Maroc selon un mode autoritaire, mais dont les résultats sont incertains.

Cette différence de contexte n'empêche pas le recours à d'anciennes pratiques en termes de confusion des genres, dont la permanence tranche avec l'ambition publiquement affichée au départ. En effet, tout se passe comme ci le projet politique incarné par M. Al Himma, à grands renforts de volontarisme, s'accommodait mal et sans contradictions, d'une réhabilitation du politique dans un cadre, et moyennant des règles démocratiques établissant l'égalité des acteurs devant le droit et la monarchie.

Au départ, le projet s'avance à la fois comme une réponse à un « vide politique », et comme un contre-modèle de légitimation de l'engagement politique classique se réclamant des thématiques de la « proximité », de « l'écoute », de la « participation » etc..., bref d'une « politique par le bas », dont le PAM aurait le secret grâce cependant à des appuis par le haut, dont il a un accès privilégié. A l'approche des élections, le « renouveau proclamé » s'efface pour laisser place à un projet de recomposition à marche forcée, et par le haut du champ politique avec des procédés, somme toute similaires à ceux mobilisés les années passées.

Mais c'est sans doute derrière le diagnostic de ce « vide politique », que d'aucuns appellerons impasse, que gît la tension dans les représentations de la situation politique entre les acteurs. Pour le PAM, ce vide est imputable au caractère obsolète des formations politiques traditionnelles, et de la menace que ferait peser cette situation sur la stabilité des institutions face à la poussée des islamistes. Pour les organisations politiques en cause, le vide tient bien davantage à la menace que fait peser la défiance envers les institutions politiques qu'exprime l'abstention de 2007, qui viendrait sérieusement ébranler la crédibilité du projet démocratique dans son ensemble. Ainsi du même coup, si le débat sur l'architecture et le fonctionnement des institutions est occulté au PAM, il est jugé essentiel et incontournable chez les partis de gauche aux fins d'inaugurer un nouveau cycle politique.

Cette configuration demeure pour le moins paradoxale, voire problématique, quand on observe comment les dirigeants du PAM, dans leur projet de recomposition politique tous azimuts, en viennent à entraîner la monarchie dans l'arène politique.

En effet, M. Al Himma bénéficie de fait, au titre de la relation privilégiée qui le lie au chef de l'Etat, d'un avantage comparatif dont ne peuvent se prévaloir les autres partis politiques ! En revendiquant le statut de relais des orientations Royales le PAM accrédite la thèse du parti-Etat difficilement compatible avec la marche vers la démocratie.

Du coup, c'est paradoxalement le PAM qui, par son action, en vient à reposer la question de la conception du rôle de la monarchie au regard d'un projet de société qui, ne l'oublions pas, se réclame de la modernité !

C'est à ce contexte de « crise des élites » que Mohammed Tozy consacre son *working paper*. Il revient sur l'abstention massive de l'électorat en 2007, la crise de la gauche depuis le gouvernement Youssoufi, l'incapacité du PJD à tirer les bénéfices de son intégration dans le jeu politique, et la difficulté pour le système politique à produire de nouvelles élites qui se substitueraient aux notables traditionnels frappés d'obsolescence. La création du MTD/PAM serait donc une carte supplémentaire dans le jeu de la monarchie dont le soutien n'est jamais acquis. Si les initiateurs de cette offre politique agissent selon un *habitus* de cour consistant à anticiper les désirs du Prince, ils ne sont pas pour autant à l'abri d'un retournement de fortune.

a. bouabid & y. belal

La note de travail

Crise des élites et restructuration du champ politique par le haut

Cas : Le "parti Authenticité et Modernité "

Pour un observateur de l'évolution politique au Maroc, les outils habituels de l'analyse d'un régime autoritaire en situation de transition démocratique sont de moins en moins convaincants non pas que le pays a changé de catégorie pour rejoindre les rangs des systèmes démocratiques, mais parce que des explications en terme de libéralisation ou de démocratisation ne rendent pas compte des dynamiques en cours et encore moins des indicateurs contradictoires qui informent autant sur des avancés que des régressions. L'activité politique amorcée par le pays avant et après les élections de 2007 (loi sur les partis et le lot des congrès qui s'en est suivi, les élections législatives et les recompositions qu'elle a entraîné) est une occasion intéressante pour observer ces dynamiques contradictoires et proposer une modalité d'évaluation des changements en cours qui ne se réduit pas à un jugement tranché sur la réussite ou l'échec d'une transition.

Dans ce texte, je vais dresser un portrait du système politique marocain qui essaye de rendre compte de cette ambivalence qui le caractérise avant de d'essayer d'analyser ce qu'on a appelé communément le phénomène Al Himma et voir dans quel mesure il présente ou non un nouvel enjeu dans ce panorama.

La vie politique des deux dernières années permet de tirer cinq enseignements importants qui sont perçus par la Monarchie comme un risque majeure. On retrouve d'ailleurs les traces de ce malaise dans les différentes interventions du Roi devant le parlement ou à l'occasion de la fête du trône. Il s'agit : du discrédit de la politique révélé par le faible taux de participation, de l'échec de la gauche, de l'avancée certes timide des islamistes et leur incapacité à gérer le défi salafiste, et de la résistance des réseaux notabilaires et enfin de l'inaudibilité du discours réformiste. Ces phénomènes sont vécus comme un échec du pouvoir qui visait un réaménagement du champ politique et une mise à niveau des élites.

Un marocain sur cinq a voté blanc

Le pari de la crédibilisation du processus électoral a été certainement acquis¹. La plus part des observateurs nationaux ont montré leur satisfaction quand aux conditions de déroulement du scrutin². Pourtant avec un taux de participation de 37% et 19% de vote nul ne soit un million d'électeurs qui se sont déplacés pour voter blanc (en comparaison, les bulletins annulés n'ont pas dépassé 15% en 2002). Une ombre a plané sur ses élections. Le mode de dépouillement ne permet pas de distinguer les bulletins blancs des bulletins annulés. La différence est importante. En 2002, on avait justifié l'importance des bulletins blancs par la nouveauté du scrutin de liste et la difficulté qu'avaient les citoyens analphabètes à voter un stylo à la main. Une analyse attentive de la distribution des votes blancs montre que cet argument doit être nuancé. Si la moyenne nationale des "votes nuls" est de 19 %, celle des grandes villes approche pratiquement les 30%. A Casablanca et plus exactement dans la circonscription d'Anfa et Al Fida où on peut supposer que la proportion des analphabètes est inférieure à la moyenne nationale, le taux d'abstention était respectivement de 36%, à Anfa et 32% Derb sultan. Pour le taux de non participation ces deux circonscriptions ont enregistré des taux tout aussi bas respectivement 74 % et 80%. Il y a par conséquent, une corrélation forte entre taux de participation et taux d'abstention ce qui laisse supposer une prise de position politique forte quant à l'enjeu électoral.³ L'illisibilité de l'architecture politique dominée par la personne du Roi n'est pas le seul facteur en cause. Le fait que 19% des électeurs aient pris la peine de se rendre aux bureaux de vote et de mettre un bulletin blanc peut s'expliquer aussi par une incapacité à se décider face à une offre politique faible où les enjeux nationaux étaient immergés dans des enjeux locaux et surtout le fait que les clivages sociétaux ne soient pas apparus dans les thèmes de campagne. Le travail de déconstruction du projet de société ambivalent proposée par la Monarchie n'a pas été fait. Le fait que les élites partisans rechignent à choisir ou du moins à expliciter leur engagement a contribué à vider les élections de leur sens.

L'échec de la gauche

Ce constat qui peut paraître sévère mérite d'être nuancé. Quand on parle d'échec, on ne remet pas en cause l'importance de l'expérience d'alternance. Elle marque un tournant au niveau symbolique dans la mesure où elle a largement contribué à une normalisation de la vie politique et a permis par la même de sortir le pays des rapports de

¹ Un haut responsable du Ministère de l'intérieur m'a déclaré que désormais le label élection Maroc est certifié ISO

² Pour élire 325 députés l'Etat a ouvert 38.687 bureaux répartis sur 3.659 bureaux centraux, soit 1.139 bureaux supplémentaires par rapport aux législatives de 2002. Il a mobilisé 38.687 présidents de bureau de vote, 38.687 vice-présidents, 116.061 membres, 21.362 auxiliaires d'autorité, 77.374 membres des forces de l'ordre, 22.000 utilisateurs SMS, 2.100 fonctionnaires des provinces et préfectures et 4.721 fonctionnaires des postes de commandement. (MAP)

³ Comparé aux circonscriptions du Casablanca rural, notamment les préfectures de Médiouna et de Nouaceur la différence est flagrante ces deux circonscriptions enregistrent respectivement un taux d'abstention de 47% et 60% et un taux de bulletin nul de 21 et 24 %

défiance qui caractérisaient les relations des partis issus du mouvement nationale et de la monarchie. Son importance réside aussi au niveau de l'exemplarité de l'expérience qui a montré que l'étroitesse des marges de l'action politique et le déséquilibre des pouvoirs entre monarchie et partis n'empêchent pas une force politique disposant d'une vision propre de marquer son passage au gouvernement par une orientation spécifique de la mise en œuvre des politiques publiques. Il est difficile de nier que les gouvernements I et II de Abderrahman Youssoufi ont pesé sur les orientations politiques du pays et ont contribué à asseoir l'idée d'un bicéphalisme au sein du bloc du pouvoir.

Cette nuance étant faite rien ne nous empêche de souligner qu'au sein de la majorité gouvernementale, l'Union socialiste des forces populaires qui est le parti qui a incarné le changement par l'accès de l'ancienne opposition au pouvoir en 1999, est aussi le seul parti pour lequel la sanction des urnes a fonctionné normalement. La conduite du département des finances dont les choix se situaient à l'opposé de l'identité idéologique et de ministères budgétivores difficilement réformables (éducation nationale, justice, affaires sociales) et son incapacité à assumer le bilan du gouvernement et à communiquer sur les réformes expliquent en partie le décalage entre son rendement et la sanction politique qui a facilité son éviction de la primature. L'USFP est passé de la deuxième à la cinquième place. Le parti aurait pu éviter ce revers s'il avait assumé son bilan et surtout s'il n'avait pas dilapidé son capital humain par plusieurs scissions survenues depuis son 6ème congrès et confirmé lors du septième qui a donné à voir un parti où les enjeux personnels l'ont emporté sur les enjeux d'idée. En effet, pas moins de trois partis se sont constitués par des scissions. Ces partis (le parti socialiste, le parti travailliste et le parti du congrès *itihadi*) totalisent 652650 voix sans y ajouter le courant fidélité et démocratie qui a rejoint le parti socialiste unifié. En nombre de voix cette reconstitution le met en première place loin devant le parti de l'Istiqlal et le PJD. Par contre, on peut souligner sans risque que le parti a changé de lieu d'implantation et que la présence au gouvernement lui a fait perdre sa clientèle traditionnelle de classe moyenne urbaine pour le rapprocher d'une structure notabiliaire qui lui a permis de se maintenir dans le monde rural. Il est sixième à Casablanca et Tanger trois fois moins d'électeurs que pour le PJD, cinquième à Rabat, alors que dans les régions rurales à forte implantation de notables, il a pu s'assurer une certaine présence (Azilal, Chaouia Ouardigha, Laayoune et surtout Kelaa seraghna et Gharb beni Hssen). Le parti a perdu ses positions traditionnelles dans les grandes villes

Le PJD l'éclatement de la bulle médiatique

Les islamistes du PJD qui étaient donnés gagnant par tous les sondages n'ont pu dépasser le seuil de 10,9% en voix et 14% en sièges alors que le parti de l'Istiqlal est arrivé en premier avec 10,7 en voix et 15,9% en sièges grâce à l'effet de la proportionnelle et du découpage électoral. Le PJD a confirmé sa forte présence dans les zones urbaines populeuses et

relativement dynamiques du littoral de Tanger à Casablanca où Il totalise 23 sièges sur 40. Il fait des scores approchant les 30% à Fès, Rabat/Océan, Kenitra-Ville, Casablanca Hay Hassani, Hay Mohamadi, Derb sultan), par contre, il a été moins performant dans le périurbain notamment à Médiouna 8,5 et à Nouaceur 7,9% et presque médiocre dans certaines provinces où l'Etat a mis le paquet depuis une dizaine d'années sur ce qu'on appelle communément les projets de développement participatif (le Haouz (5,6%), Figuig (1,4%), Al Hoceima (2,4%) ou au Sahara ou une politique d'assistance est organisée par l'entremise de notables adoubés par le pouvoir . Le PJD a aussi beaucoup de mal à percer dans des régions rurales à forte structure notabiliaire où certains hommes politiques ont cultivé leurs fiefs depuis de longues années (Taza, Boulmane, Azilal, Taroudant zone de montagne). Une relation étroite entre les performances des élections locales très personnalisés autour de bigman et les élections législatives ne permettent pas au PJD, d'ailleurs presque absent de la deuxième chambre de faire bonne figure. Les explications de ce demi-échec du PJD qui a coûté sa place au secrétaire général Saad Eddine el Othmani sont peu convaincantes. On ne peut pas se suffire du rôle joué par le ministère de l'intérieur qui aurait joué sur le découpage électoral et le mode de scrutin, encore moins sur le phénomène décrié par tous de l'achat des voix et de l'usage de l'argent. Des facteurs internes au parti ont joué un rôle important pour marquer les limites d'une organisation qui passe d'un statut de mouvement à celui d'un parti politique. Le coût du passage d'un mouvement religieux fondamentaliste qui joue sur une sensibilité religieuse et s'accommode d'un discours généraliste et moralisateur qui vise un large éventail d'une société conservatrice à un mouvement politique qui a besoin de satisfaire une clientèle ciblée et surtout de rassurer ses adversaires a été relativement élevé. Le parti a fait le pari de ne pas suivre nécessairement sa base et de faire confiance à une technocratie autochtone formé le p lus souvent dans les grandes écoles locales. Un parti qui passe d'une fonction tribunicienne sans trop de responsabilités que celle d'esquisser un projet de société est obligé de se construire comme un parti prétendant au pouvoir a été obligé de faire valoir une certaine compétence de gestion au lieu et place de la piété qui est devenu un critère second. Cette nouvelle configuration⁴ a obligé l'état major du parti à sévir dans trois domaines :

⁴ Nous avons emprunté le concept de « configuration » aux travaux de N. Elias (Norbert Elias, La civilisation des mœurs, Paris, Calmann-Lévy, 1973 et La Société de cour (texte intégral)" et "Sociologie et histoire (inédit en français)", Flammarion, 2008, en poche collection Champs). Comme le note Tabboni, (Tabboni N. « Norbert Elias : pour une sociologie non-normative » in Tumultes n°15, octobre 2000) il s'agit de la plus originale et la plus importante des notions introduites par Elias. Une configuration est un modèle d'interdépendance qui lie un phénomène social à celui qui s'y oppose directement. Il ne s'agit pas de catégories descriptives mais de types idéaux construits par l'analyste. Par exemple, l'anomie doit être comprise par référence à la conformité aux normes comme les outsiders doivent l'être par rapport aux *established* et les courtisans par rapport aux nobles chevaliers. Plus concrètement, comprendre les comportements anomiques suppose que l'on puisse définir en quoi consiste la conformité aux normes ; de la même manière, la connaissance des outsiders exige que l'on connaisse l'image que les *established* ont d'eux-mêmes. L'autocontrôle auquel se soumettent les courtisans ne peut être compris que si l'on

Le réaménagement des équilibres internes entre les trois composantes du parti, la refonte de la doctrine du parti pour répondre aux interrogations des partenaires et adversaires politiques internes et internationaux, le renforcement de l'organisation du parti pour permettre la maîtrise de la participation de la base militante à la prise de décision.

Historiquement le parti est composé de trois groupes qui ont chacun une culture politique particulière : les idéologues issus de la mouvance de l'Islam politique. Il s'agit des fondateurs du mouvement pour la plus part des anciens militants de la *chabiba* islamique. Cette génération actuellement composée de quinquagénaires plutôt professionnels de la politique a pu conquérir des 1997 des positions électives au sein du parlement ou du syndicat. Son leadership était construit autour de sa capacité à construire un projet politique d'inspiration islamiste par un effort de rénovation doctrinale relativement intense dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix et qui depuis s'est beaucoup ralenti⁵ et par le contrôle des organisations militantes au niveau de l'université. Le deuxième groupe est composé des oulémas et prédicateurs qui ont rejoint le mouvement à partir de 1996, notamment les personnes en provenance de *jam'iyat al mostaqbal al islami* comme Si Ahmed Raissouni qui a permis de consolider le référentiel idéologique du mouvement *d'al islah* en mettant à sa disposition son travail sur *Fiqh al Maqassid* mais qui n'a jamais été lié totalement par la dimension politique de ce *fiqh* pragmatique. Il se donnait le droit de rester dans sa logique d'ouléma prédicateur qui n'acceptait les compromis qu'obligé par la nécessité et qui les dénonçait dès qu'il en avait la possibilité.⁶ Le troisième groupe composé pour la plus part de technocrates formés localement ou d'entrepreneurs de la bourgeoisie pieuse a rejoint le parti à la faveur de

connaît le type d'autocontrôle auquel se soumettaient les nobles guerriers. Une configuration est donc un champ de tensions défini par une opposition qui n'est jamais complète entre deux pôles opposés mais à l'intérieur duquel tout est fait de mélanges variables. Elias invite à s'éloigner des antinomies classiques dont les termes s'excluent et à comprendre les modes de combinaison de phénomènes opposés (Tabboni, 2000).

Dans nos travaux récents (Mohamed Tozy, Leaders et leadership. Configurations complexes, ressources politiques et influence potentielle des leaders dans le cas de l'Orient marocain, A paraître in Mahdi et al), nous avons donné un sens particulier au concept de configuration. Cette reformulation du concept de N. Elias rend compte de l'évolution de la théorie. Elle permet de nous rapprocher plus du concept de situation historique. Ce dernier permet d'identifier des structures d'opportunité dans un jeu d'acteurs gouvernés par un système de règles et un type de ressources qui réfèrent à des modalités de mobilisation et des compétences particulières pour mettre en œuvre l'influence en fonction des évolutions et des changements intervenus dans la configuration. C'est dans ce cadre analytique que le leadership est approché comme un processus réciproque de mobilisation, par des personnes avec certains motifs et buts, des ressources économiques, politiques et symboliques, dans un contexte de compétition et de conflit

⁵ Des idéologues comme Saad Eddine el Othmani, Mohamed Yatim, Moqri' abou zaid, Amine Boukhoubza, Mostafa Ramid ont beaucoup écrit pour justifier dans une perspective très pragmatique la nécessité de participer à la vie politique et de renier la violence, voir Monarchie et islam politique, Presse de sc.po, 1999

⁶ Abdel bari Zemzmi avait un statut similaire même si sa relation au PJD est marqué par plus d'opportunisme. Sa défection en 2007 pour aller rejoindre le groupe al Fadila a fait beaucoup de mal au parti au-delà de la circonscription d'Anfa qu'il a remporté au détriment du candidat commun du PJD et de forces citoyenne.

sa percée dans les élections locales de 2003. Ce groupe composé d'ingénieurs, de médecins et de pharmaciens a bénéficié des faveurs (*tazquia*) du parti par des mécanismes très sophistiqués de fabrication des candidatures qui transformaient la cooptation en choix démocratique des bases militantes. Ce recrutement a permis de rénover l'image du parti et lui apporter l'argument d'efficacité managériale qui lui manquait. La gestion des municipalités ou d'arrondissements urbains comme Salé, Temara, Meknès, Casablanca (Barnoussi) devenait ainsi une préfiguration de ce que pourrait être la gestion du pays (rationalité et efficacité technique). A la veille des élections de 2007 les équilibres entre ces composantes ont été réaménagés. Le groupe des fondateurs idéologues et désormais politiciens professionnels a préféré faire alliance avec les technocrates et a lâché par conséquent les deux forces vives du mouvement : la jeunesse *tajdidi* et les oulémas prédicateurs. La séparation du parti et du MUR devait en principe permettre de les garder à disposition sauf que ce jeu a abouti à un déclassement des fondateurs militants au profit des technocrates pas nécessairement populaires au niveau de la base. En mettant en avant la compétence technique et la modération idéologique à l'instar de l'AKP turc, le parti a été obligé de passer par les mêmes séquences que tout parti réformiste traverse: restructuration pour mettre à l'écart ou maîtriser les idéologues dans le cas d'espèce les oulémas, nécessité de penser à des éventuelles alliances contre-nature et par conséquent à remiser les exigences de piété et s'inscrire dans des compromis qui impliquent des réinterprétations du dogme en jouant sur un fil ténu entre opportunisme et pragmatisme, marginalisation de la base et des congrès régionaux à consonance populiste au profit des états majors technocratiques. Ces mesures ont brouillé le message du PJD et amené la défection d'une partie de sa base qui ne se reconnaît plus dans ses hommes et dans son discours d'autant plus que la concurrence est rude avec les *salafistes* et les *adlistes*.

Le redéploiement des notables

Le dilemme du pouvoir marocain est de susciter des vocations politiques une forme de leadership qui participe à la gestion des affaires publiques sans être sur d'en infléchir durablement l'orientation. Cette compétence étant du ressort du pouvoir monarchique et par extension de la cours. Pour apprécier les enjeux des élections de 2007, il est intéressant de faire un détour historique pour dresser les profils des configurations politiques et des structures d'opportunités qui en découlent. Le Maroc a connu depuis l'indépendance trois types de configurations. Celle qui favorise l'émergence du notable traditionnel⁷ (1956-1983), une seconde

⁷ Le notable traditionnel correspond à une configuration d'homogénéité ethnique avec prédominance d'une instrumentalisation du lignage comme mode de mobilisation politique et de faible intervention de l'Etat sous la double forme d'administration et d'extraction fiscale et de distribution des ressources. Les besoins du pouvoir Dans cette configuration d'autorégulation ou de régulation par la force et de faible institutionnalisation, revoie à un leadership qui remplit une fonction d'arbitrage. Le recrutement se fait par consécration

qui a accompagné le développement de l'administration et la naissance d'une notabilité de position⁸(1983-1999) . A partir de 1999 le choix de nouveaux modes de gouvernance même formelle favorise l'émergence de nouveaux profils produits essentiellement par la société civile et « les écuries » politiques de gauche⁹

Les élections de 2007 devaient répondre à cette nouvelle demande du moment politique en envoyant au parlement un personnel politique nouveau. Cet objectif n'a pas été atteint, les états major des partis ont essayé de contrôler le changement en cours en maîtrisant le processus de fabrication des listes en compétition. A part le PJD, les partis à forte connotation idéologique capable de porter des choix politiques démarqués de la monarchie ont choisi de minimiser les risques et de régler les pressions de leur base par des scissions ou des mises en pas et ont préféré parrainer des notables pour prévenir tout débordement par le PJD dans les grandes villes. En plus des partis traditionnels de notables, des partis à connotation de gauche comme le FFD, l'USFP, voir même le PPS ont tiré leur épingle du jeu grâce à une politique de recrutement de notables en déshérence. Cette donne a créé une cassure entre le profil du parlementaire et celui du ministre du gouvernement qui devait en principe selon la méthode « démocratique » en être issu. Le palais a dû intervenir avec une certaine « violence » symbolique pour imposer un casting qui sied à sa politique et forcer les Etats majors à accepter des profils de technocrates familiers avec la chose publique et susceptibles d'évoluer rapidement pour devenir des hommes politiques accomplis .

L'inaudibilité de l'offre réformiste

d'un leadership existant. C'est, en quelque sorte, le type même du fellah défenseur du trône, fils de grande tente (khaïma), la tête de la tribu ou du douar

⁸ La crise de l'entité tribale est le résultat de plusieurs facteurs, dont le plus important et la dissociation progressive des collectivités ethniques et collectivités territoriales (commune, région. La Proximité et le développement des petits centres en expansion ont généré d'autres activités et d'autres sources de richesse. La richesse et le prestige ne se réduisant plus uniquement à la taille du troupeau, ou à l'assiette foncière Les opportunités d'émigration, l'ouverture de la fonction publique et la valorisation de l'école ont totalement changé les conditions prédisposant au leadership. Ce type de leaders a eu son heure de gloire à partir des élections de 1983 avec la création de nouveaux partis qui sont venus encadrer une nouvelle élite politique où cohabitait le technocrate, l'entrepreneur enrichi par la marocanisation ou celui qui a profité des largesses d'une économie administrée, des politiques de compensation et du régime des quotas.

⁹ L'ouverture politique qu'a connu le Maroc depuis 1996 puis en 1999 a créé les conditions d'une nouvelle configuration politique plus ouverte. Le lexique qui encadre l'action des pouvoirs publics a muté pour prendre en charge des concepts comme la société civile, le développement durable, la participation des populations. La mobilisation de nouvelles ressources pour le développement en dehors du monopole exercé par l'Etat, ainsi que les critères de performance imposés par les partenaires internationaux ont privilégié de nouvelles compétences centrées sur la consultation, la délibération, la persuasion et le plaidoyer. La demande de ces nouvelles ressources a largement contribué à transformer les conditions d'accès au leadership. Cette nouvelle configuration crée une nouvelle demande y compris d'éligibilité aux compétitions électorales qui a tendance à favoriser autant les acteurs de la société civile qu'une partie de la technocratie intéressée par les questions de développement.

La documentation qu'on a dépouillée permet de présenter une synthèse des choix stratégiques de la monarchie qui s'est investie comme le porte parole d'une élite technocratique. Ces choix ne sont pas dépourvus d'ambiguïté et de contradictions, mais ils ont le mérite d'exister du moins on peut les faire exister en prenant les textes publiés au mot. Le problème pour le pouvoir c'est qu'ils sont inaudibles et n'ont fait l'objet d'aucun débat durant la campagne électorale. Pourtant le contenu des documents publiés en 2005 et 2006 notamment le RDH 50 et le rapport de l'instance équité et réconciliation devait être au centre des programmes politiques en compétition dans la mesure où il dessinait en pointillé la trame d'un projet de société que les forces politiques devaient compléter ou rejeter.

Ainsi le Maroc aurait choisi de substituer à l'idée de « transition démocratique » la formule « consolidation du processus démocratique », partant du principe que la nature monarchique du régime n'est pas en contradiction avec ce choix. Atteindre cet objectif suppose pour les stratèges uniquement des ajustements dans les domaines de la gouvernance définie comme un ensemble de mécanismes techniques qui devraient aboutir à une meilleure participation des citoyens, un équilibre des pouvoirs y compris l'indépendance de la justice On suppose que ce choix est irréversible et qu'il est sans contradiction avec l'idée d'une monarchie exécutive, d'une faible autonomie de la justice et un monopole de la production des valeurs religieuses

Dans le domaine économique, on suppose que le Maroc a opté pour le modèle d'une économie libérale en privilégiant le rôle régulateur de l'Etat. Par rapport à ce choix le Maroc s'engage au démantèlement de ces barrières douanières et appréhende la mondialisation comme une opportunité et non une menace. Il accepte ainsi la nouvelle division du travail et revendique des métiers et des activités particulières (les métiers du tertiaire et de la technologie de pointe)

Sur le plan géopolitique, le Maroc opterait pour un ancrage à l'occident, la porte d'entrée étant plus l'Europe du Sud (Espagne et France), plus que l'Algérie ou les pays du Monde arabe sont appréhendés comme des héritages à gérer au mieux.

Sur le plan des valeurs, le Maroc aurait choisi « les valeurs de la modernité », la promotion de l'individu responsable par l'école, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la liberté de conscience...

Le pouvoir qui pense faire une offre idéologique évoluée en revendiquant une écoute de l'opinion publique et en entretenant une relation forte avec l'option participative ne comprend pas la faible réactivité de la classe politique parfois même son indifférence ou son hostilité si on se rapproche des premiers bilans de l'INDH¹⁰. La crédibilité de ce réformisme comme option stratégique renvoie à une mutation dans les modalités d'adaptation du système confronté à une crise des élites.

¹⁰ Mohamed Tozy et Béatrice Hibou, « L'INDH entre charité institutionnalisée, réallocation des ressources et fabrique des élites », FASOPO, 2009

Cette élite n'arrive pas à mettre en débat ces projets politiques ou ces choix de sociétés pour en porter la responsabilité devant l'opinion public. Cette incapacité fragilise la Monarchie et la met au défi de confronter directement les oppositions potentielles, notamment les oppositions *yacinites* et *salafiste*. Ce qui constitue un énorme risque dans une société globalement conservatrice. La monarchie ne peut soutenir l'ambivalence et l'ambiguïté, elle a besoin de relais loyaliste dans l'opinion qui portent le discours réformiste dans une configuration de pouvoir qui n'admet pas le partage mais uniquement la sous-traitance et la spécialisation.

Or, la monarchie est confrontée à trois défis

- Les élites traditionnelles n'arrivent plus à capter les signaux du pouvoir. Les notables qui étaient habitués à bénéficier du soutien contre la loyauté se sentent désemparés. Au niveau local, les modalités de la présence de l'Etat se sont transformées et ont abouti à un certain déclassé des élites traditionnelles, notamment parce que l'intervention étatique ne passe plus par la mobilisation via l'allocation des ressources primaires (sucre, huile et farine) ou par les chantiers de la promotion nationale. La décrédibilisation de la seconde chambre qui leur assurait une certaine présence joue comme un sursis avant sa suppression annoncée.
- L'ancienne opposition est victime de l'usure du pouvoir. Cette situation est d'autant plus grave que sa participation au gouvernement la rend doublement vulnérable. La gestion des secteurs sociaux à très faible rente politique la pénalise alors même qu'elle se considère comme non responsable des politiques menées et encore des réformes à proposer coincé entre les risques d'une stratégie de rupture et les besoins d'une mobilisation par la démagogie.
- Le projet de revoir les bassins de recrutement des élites n'a pas pu être mené à terme. La monarchie à écriémer la marché des technocrates pour accompagner la diversification de ses besoins en compétence d'intermédiation et de gestion, mais les nouveaux chantier de gouvernance participative, notamment l'initiative de développement humain et les besoins d'un formalisme politique informant d'une institutionnalisation des pratiques politiques exacerbent les manques en compétences élues qui ne peuvent pas être comblée uniquement par la cooptation. Par conséquent, les mises à niveau du parlement et des collectivités locales sont devenues des enjeux stratégiques. Tant que la monarchie se satisfaisait d'une participation formelle des élites et d'une gestion par le haut, il était aisé de régler les problèmes techniques en recourant à une technocratie traditionnelle **non partisane en provenance des grandes écoles françaises et de gérer** une partie des turbulences sociales et entretenir le crédit acquis par le système au niveau international par une technocratie de gauche. L'engagement d'une partie de la société civile dans une

campagne de sensibilisation des nouvelles élites et leur incitation à rejoindre les partis politiques conduites par des associations comme DABA 2007 et Affak avec la bénédiction de la monarchie atteste de cette urgence. Les reconversions politiques de ces élites constituent une des options possibles, mais celles-ci se font à dose homéopathique. Des réticences à la prise de risque électorale n'ont pu être levées. La sanction des urnes n'étant pas déterminante dans le processus de cooptation qui permet l'accès aux cercles restreints de la cours.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer la sortie d'Al Himma en service commandé ou en preneur de risque au nom d'une capacité acquise par la proximité : anticiper les désirs du prince avant même que celui-ci ne les conçoit.

Al Himma un phénomène de cours ou un phénomène politique

En dehors du jeu politique institutionnel qui permet des insertions dans des espaces périphériques de pouvoir. Le vrai enjeu politique réside plutôt dans la distance qui sépare l'acteur politique du noyau central représenté par le Roi et sa cour, la nature de son cercle d'appartenance et de sa proximité aux véritables lieux de pouvoir – qui restent la petite cour, composée du cercle familial du monarque élargi à ses camarades de classe et la grande cour qui comprend en outre les conseillers, les grands de la technocratie, les hommes politiques cooptés et les cercles d'affaires élus, ceux notamment que l'on appelle au Maroc les « champions nationaux », l'Omnium Nord Africain bien sûr, mais également les groupes BMCE, AKHWA, Addoha, Saham...

Dans cette configuration de cours, on pourrait soutenir la thèse que les élections contrairement à ce qui a été dit ne représentent pas un vrai test pour le pouvoir aussi bien dans le sens de mesurer la réussite ou non de la transition politique et encore moins pour évaluer l'ampleur du risque islamiste et la capacité du système à en maîtriser ou non l'expansion. Cette dernière thèse a mobilisé aussi bien la presse que les institutions de sondages d'opinion et les chancelleries occidentales. Le PJD qui incarnait pour beaucoup le risque islamiste, ou du moins l'agent d'une mise à l'épreuve du système a non seulement perdu les élections en étant en deçà des prévisions mais surtout a confirmé sa capacité à réagir favorablement à une demande particulière de la configuration historique en liquidant son référentiel islamiste et en réitérant un compromis politique qui a nécessité le sacrifice d'une partie des élites fondamentalistes voire même les idéologues modernisateurs et réformistes pour aligner son offre sur la demande du pouvoir ; une technocratie entreprenante formée localement.

C'est dans ce cadre qu'il faut analyser le phénomène Al Hima qui est à la fois un phénomène de cours par les modalités de sa mise en place, par le choix du lexique de diffusion par sa réception. En même temps il s'agit d'une réponse politique à une configuration politique qui menace le

système de panne sèche d'élite. La thèse que je veux développer dans ce paragraphe pour évaluer la configuration politique actuelle renvoie à une mutation dans les modalités d'adaptation du système confrontée à une crise des élites. Il ne s'agit nullement de mettre en compétition des projets politiques ou des choix de sociétés. En fait, le palais est confronté à deux problèmes :

- trouver une force politique qui puisse porter son offre politique en respectant la double exigence de la loyauté et de l'autonomie (le même problème est posé d'ailleurs pour les oulémas)
- Contrôler les mécanismes de production de nouvelles élites et faire face aux besoins en personnel politique nouveau qui puisse porter les couleurs d'un nouveau leadership.

En même temps la modalité de mise en œuvre de cette politique pose une série de questions sur la capacité du système à convaincre en dehors d'une logique de cour. Sachant que la prise du risque du courtisan est réelle mais non convaincante pour ses futurs partenaires.

L'hypothèse d'une anticipation des désirs du prince est par conséquent réelle mais elle ne met pas à l'abri Al Himma dans la mesure où la lutte entre courtisans est impitoyable

S'il s'agit d'une refondation du champ politique en intégrant un groupe de partis dans une coalition qui portera la partie « profane » du projet monarchique, le moins que l'on puisse dire à propos de cette coalition : c'est qu'elle est idéologiquement fragile et politiquement bigarrée en effet contrairement à l'association Pour tous les démocrates qui est arrivée à élargir le champ des alliances possibles et à capitaliser sur la dynamique de l'IER, le parti *Al assala wa al mou'assara* porte dans sa dénomination même les germes d'une ambivalence qui le situe en dehors du projet de modernisation. Si le fond doctrinal du mouvement pour tous les démocrates présente une certaine cohérence, la courte histoire du PAM y compris le congrès constitutif de 2009 conforte notre hypothèse de son incapacité à contribuer de façon décisive à restructurer le champ politique.

mohamed tozy

Commentaire de rachid filali meknassi

Dans son dernier ouvrage, intitulé « le sujet et le mamlouk : esclavage, pouvoir et religion dans le monde arabe », notre ami Mohammed Ennaji développe un excellent argumentaire pour établir qu'il n'est guère possible d'être l'ami du Roi. Il m'est facile de m'en saisir pour écarter tout risque d'intrusion, de ma part, dans un espace d'ordre privé. Mais je suis persuadé qu'un tel subterfuge est inutile tellement il est évident que lorsque le pouvoir s'exerce, au sommet de l'Etat, de manière souveraine, la proximité qu'un courtisan peut en avoir le libère de l'obligation de justifier d'un quelconque mandat explicite dans son comportement public. Le moindre des avantages qui y sont attachés est la présomption de conformité de sa conduite avec ce qui est en attendu en haut lieu. La nature privée de la relation disparaît forcément sous l'ampleur de sa dimension publique.

Sans doute, les expériences antérieures qui ont porté des personnalités proches du Roi à la tête du gouvernement ou qui ont favorisé la constitution d'un mouvement politique sous leur direction sont venues nourrir les appréhensions des uns et les ambitions des autres, lorsque M. Al Himma a surgi sur la scène politique en tant que candidat aux élections législatives, puis comme leader du Mouvement pour tous les Démocrates et finalement comme dirigeant futur d'un parti politique. Mais la comparaison trouve forcément ses limites, dans la normalisation de la vie parlementaire qui s'est produite depuis lors ainsi que dans l'attitude de réserve affichée par du monarque et la neutralité manifeste de l'administration territoriale.

Le *working paper* de M. Tozy met en relief l'alerte constituée par l'expression confirmée d'un désintérêt croissant des citoyens pour la vie politique. On peut en déduire l'urgence pour les décideurs de combler l'espace qu'on reproche aux partis d'avoir abandonné à la convoitise des mouvements radicaux. Cela constituerait un objectif stratégique suffisant pour que le premier responsable de la politique intérieure du pays quitte son siège gouvernemental pour se lancer dans une compétition électorale ouvrant d'autant plus la voie à la spéculation politique qu'en raison de l'annonce tardive de cette initiative, rien n'autorisait d'y voir une initiative destinée à fonder un mouvement politique nouveau.

Celui-ci n'a pas tardé à voir le jour sous forme en visant la constitution d'un Mouvement pour tous les Démocrates visant manifestement les personnalités de la société civile et à des figures politiques en marge des structures partisans. En cela, la démarche semble rééditer une pratique d'ouverture et de cooptation à laquelle la Cour et ses conseillers ont eu recours durant les deux dernières décennies avec des résultats appréciables. Il s'agissait à chaque fois de constituer des groupes de travail plus ou moins ouverts autour de dossiers sensibles comme ceux

des droits de l'homme, du statut de la famille, du Sahara, de la culture amazigh ou de la réforme de l'enseignement. Chacune de ces expériences a été supervisée par des personnalités de la sphère royale et permis de découvrir de nouveaux talents, de les mettre à l'épreuve et d'inspirer des choix politiques susceptibles de recueillir une large adhésion politique et sociale. Accessoirement, ces pratiques ont contribué à souligner l'inefficacité des rouages politiques et administratifs formels et à instaurer des instances parallèles pour les contourner. Elles ont abouti aussi à dégager de nouvelles voies d'accès aux responsabilités politiques/ administratives en marge des sentiers traditionnels.

Les élites qui ont emprunté ces itinéraires comme tous ceux qui aspiraient à suivre leur exemple pouvaient constituer la cible privilégiée pour ce mouvement. D'ailleurs, le besoin de créer de tels espaces en vue de renouveler le débat politique, de concevoir des réformes profondes et de contrer les idéologies et les mouvements conservateurs avait été ressenti aussi par certains partis politiques qu'au sein de la société civile. Mais les cercles institués à cette fin n'ont pu produire le rayonnement qui en était attendu faute d'articulation entre leurs activités et les rouages de prise de décision.

La capitalisation de ces pratiques dans un processus qui se déroule à l'échelle de tout le pays sous la direction d'une figure de prou de la Cour avait certainement de grandes chances de mobiliser beaucoup de cadres. Mais l'annonce de la création d'un parti politique semble établir qu'il s'agissait là d'une phase préparatoire d'un projet politique de plus grande ampleur. A moins d'admettre qu'il y avait de la manipulation ou plus simplement beaucoup d'improvisation dans le processus, la démarche semble finalement la constitution d'un staff autour du leader, pour aller ensuite à la conquête d'un pôle politique capable de modifier la configuration partisane du parlement pour peser ensuite sur tout le jeu politique.

Dans cette évolution rapide, l'opinion publique et les autres partis retiendront probablement qu'il s'agit, avant tout de créer d'en haut, une formation proche du pouvoir royal pour mieux domestiquer encore le jeu politique. Ce qui n'est pas de nature à constituer une réponse appropriée aux problèmes que le *working paper* de Tozy a désignés à travers cinq indicateurs de risques.

Au vrai, l'importance croissante du vote blanc et, de manière plus générale, la désaffection des citoyens à l'égard de la politique traduisent ouvertement leur défiance à l'égard du jeu politique actuel. L'alignement quasi systématique des partis sur la politique officielle, le carriérisme de leurs leaders et le déficit de gouvernance contribuent largement à forger un sentiment général qu'exprime l'expression « tous les mêmes ». Ni la création d'un parti sous la houlette d'une personnalité proche du Roi, ni l'intégration à ce mouvement de formations politiques antagonistes, ni l'afflux de cadres supérieurs de l'Etat trempés dans gestion opaque de la

chose publique ne sont de nature à donner crédit à une volonté de réforme politique en rupture avec les pratiques passées et actuelles

Compte tenu des conditions de sa création et de sa fusion avec les autres formations, le mouvement/parti se détourne visiblement de la finalité de mobiliser une nouvelle élite politique pour construire un projet politique démocratique ouvert sur les valeurs de modernité. Vraisemblablement, on considère que les conditions ne sont pas encore réunies pour engager un processus politique visant réellement la conquête du pouvoir par les urnes et l'exercice subséquent d'une responsabilité politique dans la transparence. D'ailleurs, le mode de gouvernement actuel donne lieu à une subrogation fréquente de l'autorité royale aux attributions gouvernementales et locales ce qui atténue la responsabilité des différentes autorités concernées et empêche une reddition de compte politique de leur part. Le premier ministre l'a d'ailleurs récemment admis en reconnaissant que son programme se résumait à l'application des directives royales.

Dans un tel contexte, quelle crédibilité peut recueillir l'appel d'adhérer à un parti désireux de construire un projet politique moderne dans le respect de l'authenticité du pays ? L'énigme ne s'éclaire que si l'authenticité à laquelle on réfère de la sorte constitue la justification de l'attachement au modèle traditionnel de direction du pays par le sultan. Paradoxalement, la modernité proclamée couvrirait, en réalité, un conservatisme poussé, voire dans un archaïsme politique qui rappelle l'ère pré-constitutionnelle.

Une telle hypothèse n'est du reste pas saugrenue lorsqu'on relève dans les orientations doctrinales officielles une volonté de d'abandonner toute référence à la « la transition démocratique » pour décrire la situation actuelle en termes de « consolidation démocratique », ce qui peut s'interpréter comme l'annonce du parachèvement du processus des réformes politiques de la dernière décennie.

De fait, l'exercice du pouvoir semble se consolider autour d'une monarchie dite « exécutive ». Or, à l'instar de l'expression de « transition démocratique » dont l'emploi chez nous ne doit rien à son sens originel, lequel réfère à une durée convenue par les parties à un accord politique pour mettre en œuvre le régime démocratique qu'ils ont préalablement défini, la formule de monarchie « exécutive » entretient à son tour l'équivoque, car le roi n'exerce pas seulement les prérogatives relevant de l'exécutif, mais toutes les autres aussi, conduisant à une véritable confusion des pouvoirs. D'ailleurs, le secrétaire général du gouvernement en prend acte lorsqu'il déclare que toute décision prise par le roi en quelque matière et sous quelque forme que ce soit est juridiquement exécutoire et acquiert force légale quand bien même elle ne ferait pas l'objet de publication.

Dans ces conditions, l'innovation majeure de ce parti serait de concilier son ambition avec la réalité en se présentant comme le mouvement le

mieux placé pour interpréter la volonté royale, et dans le meilleur des cas, l'anticiper.

Pourra-t-il alors par ce positionnement et les transformations qu'il peut opérer sur le champ de la représentation partisane rendre plus audible la volonté réformiste du Roi et atténuer en conséquence le cinquième risque souligné par le *working paper* de Tozy ? En admettant qu'il soit permis à un parti politique de se prévaloir à titre exclusif d'un tel mandat, rien ne permet de croire qu'il pourra donner une meilleure intelligibilité à la politique royale et qu'il ne risque pas de la travestir. La proximité politique ainsi affichée risque aussi d'imposer au parti une certaine réserve sur de nombreuses questions et à empêcher ainsi la déclinaison d'un projet de société cohérent. Le mouvement n'est pas non plus à l'abri de la sécrétion d'intérêts propres avec tous les dangers que cela représente.

Non seulement, cette dynamique semble loin de pouvoir contrecarrer des idéologies populistes portées par la foi et le sacrifice, mais elle est manifestement de nature à faire courir à la monarchie des risques supplémentaires en lui imputant à tort des positions, des pensées ou des actes ; tellement il est vrai que la reddition des comptes ne peut s'exercer par procuration.

Commentaire de abdallah saâf

Eléments de lecture du champ politique marocain d'aujourd'hui

Après les élections législatives du 7 septembre, la formation du gouvernement, la présentation de la déclaration gouvernementale, leurs effets sur les partis politiques, sur l'«opinion publique», sur la société, le travail de fonds du cortège de faits lourds sur les termes qui viennent de s'écouler, ne s'est pas fait attendre : les faits et gestes du gouvernement, les modalités de la vie parlementaire...

Dans une lecture du Maroc politique d'aujourd'hui, il convient de relativiser l'analyse des élections, les modalités de formation du gouvernement, le dynamisme de l'institution parlementaire

Dés lors, il est naturel que la question : «où en sommes-nous?» interpelle l'analyse. Nombre d'analyses se développent comme si la lecture du système politique marocain devait se faire à l'instar des systèmes politiques dont le terrain est tout tracé à l'avance, les règles du jeu définies, les acteurs identifiés.

On peut tenter, et au-delà des réactions à l'événementiel, à l'échange de coups dans le court terme, d'y répondre notamment à partir des angles d'analyse suivants :

A quel niveau peut-on essayer de saisir au-delà l'évolution ou l'involution du système politique marocain, ses orientations profondes ? Quel est le sens général, global, du mouvement des tendances à l'œuvre au niveau politique ? Quel est l'état des mutations, des évolutions et involutions ? Comment identifier alors la situation globale marocaine ? A travers quelles grilles lire les faits politiques courants ? Non seulement les élections, les faits qui en découlèrent tels la formation du gouvernement, la vie des partis politiques, les effets sur le mouvement social, mais aussi...?

Mais tout d'abord se pose la question de savoir quelle est la nature de cet exercice de lecture de la vie politique marocaine ? Il ne peut être question de le réduire à un exercice de lecture vers plus ou moins de démocratie. L'autoritarisme, le néo-autoritarisme, le concept de T.D, de consolidation. Il ne saurait être question non plus d'opérer comme si les faits saillants de l'activité visible des acteurs étaient déterminants (nombre d'analyse opèrent comme si le Roi, les islamistes, les terroristes développaient informant ou influant l'ensemble de la vie politique, leurs succès (l'irrésistible ascension du PJD) ou leurs échecs (les pertes subies par l'USFP), leur réactivité, leurs attentes, leurs crises. Se poser la question de

qui est central dans le jeu politique marocain est important, mais la nature de la phase politique ne permet pas de surdéterminer un rôle plus qu'un autre.

Il s'impose davantage de lire et d'interpeller le terrain, ses messages, ses sens,

I. Position de la question.

Souvent les niveaux d'analyse se confondent, et de fait ils peuvent interagir, mais par commodité méthodologique, il importe de distinguer les niveaux avant de dégager les interactions qui s'imposent.

1. Au niveau de l'organisation et du fonctionnement en termes constitutionnels, institutionnels, juridiques constitue l'angle d'approche privilégié. Au-delà des discussions classiques sur les prérogatives du chef de l'Etat (le débat sur l'article 19, l'article 24.), du profil du Premier Ministre , l'une des thèses prédominantes, est celle selon laquelle le champs politique marocain s'institutionnaliserait de plus en plus, se juridiciserait davantage. Le pari sur un déploiement du procéduralisme.

Cette thèse se voit opposée la thèse inverse, à savoir que la multiplication des institutions, des textes juridiques ne signifie pas nécessairement de véritables institutionnalisation et juridicisation. L'œuvre de constitutionnalisation essentiellement formelle, d'institutionnalisation en apparence, et de juridicisation de façade (bien en deçà d'une transformation des rapports litigieux en relations contentieuses) serait en définitive un travail de contournement, d'affaiblissement des institutions centrales, parfois d'évacuation de leur contenu, de réduction de ce contenu à peu de choses

2. Sur le plan de l'économie politique , un train des réformes, intégré dans un agenda soumis même à des institutions internationales, est mis en œuvre, dûment suivi et évalué selon les standards internationaux (le vieux dossier de la gestion active de la dette , le financement du système politique marocain , les réformes structurelles initiées comme par exemple la libéralisation du commerce extérieur , le renforcement du secteur financier, la privatisation , la réforme du budget et des douanes , en plus de la nature de la gouvernance,etc.) . Mais à cette image de volontarisme transformiste s'oppose de nombreux aspects rétrogrades tels l'hégémonisme économique du pouvoir. Dans les années 80, les politiques économiques sont devenues le terrain privilégié de la vie politique. Une focalisation s'est produite sur les dimensions économiques. L'économie politique s'est installée au carrefour des grandes questions politiques.

3. Les politiques sociales sont devenues un terrain privilégié d'activisme politique. Il se passe comme si les institutions centrales, en particulier le gouvernement avait les mains plus libres qu'ailleurs, même si l'intérêt de l'institution monarchique pour cet espace demeure primordial. Aussi les interférences entre le social et le gouvernemental sont aujourd'hui très

grandes. Les politiques sociales sont promues au rang de centre névralgique de la politique. La politique devient principalement une gestion du social. Lors des dernières élections, les programmes des partis se sont davantage positionnés dans l'offre de services. Le Premier Ministre n'a cessé depuis son investiture d'affirmer que sa tâche première est de travailler dans le secteur du social. Ce *leit motiv* a été qualifié parfois de « mort du politique », mais on peut l'évaluer de degré minimal de la politique. La lente émergence de la nouvelle question sociale constitue une nouvelle donne déterminante dans la vie politique d'aujourd'hui.

4. Un autre contenu a connu ses heures de gloire : il s'agit de la problématique de l'intégration nationale et du pluralisme culturel /démocratie culturelle. Les ouvertures accumulées sur ce plan sont nombreuses

II. Le sens des choses :

L'analyse peut se baser sur les structures et sur les politiques publiques.

1) L'étude des démographes Emmanuel Todd et Youssef Courbage intitulée «...» et portant sur le sens de la transition démographique au Maroc constitue un premier exemple significatif à cet égard. Les deux chercheurs soulignent que le passage de la fécondité au dessous de 3 enfants par femme et a fortiori bien en deçà comme au Maroc aujourd'hui, implique en lui-même une rupture avec l'idéologie patrilinéaire et des pratiques patrilocales qui structuraient la vie familiale marocaine ». Cela s'expliquerait par la concomitance de deux phénomènes, la crise économique du milieu des années 70 et la hausse du taux d'alphabétisation des hommes. Cela qualifierait le Maroc à une ouverture politique .Le taux d'endogamie (mariage entre cousins, au sein d'une même famille) il est bas à peine de 26%. Il s'agit d'un signe d'individualisme et de recherche d'autonomie, de modernisation des mentalités .Plutôt que de compter sur l'Etat pour subvenir à ses besoins, le citoyen compte sur lui-même, ses propres ressources :« La mutation démographique annonce, à moyen terme, l'avènement d'une société plus mûre pour la démocratie ».

Un autre exemple est fourni par l'étude récemment publiée par Mohamed Cherkaoui sous le titre « Le Sahara. Liens sociaux et enjeux stratégiques ».

Ce qui n'empêche pas nombre d'analystes d'invoquer la thèse de la régression.

2) L'analyse peut porter aussi sur les démarches volontaires (les actions, les politiques publiques, des stratégies.). La naissance des politiques publiques constitue un phénomène relativement nouveau. On peut la faire remonter au PAS. Mais elle est consacrée, consolidée depuis les dernières législatures. Tout peut être objet de politique publique : jusqu'à la mémoire politique (l'expérience de l'I.E.R), le système électoral (les

textes réglementant les élections), les partis politiques (la loi sur les partis politiques), et la configuration du champs politique (les démarches transversales à travers de nombreux textes)...Autres exemples. Cela signifie que le volontarisme politique est plus consistant, plus significatif.

Les vieilles thèses du recul ou de l'immobilisme semblent désormais inactuelles. Cela n'a pas évacué pour autant la question du changement, concernant sa nature, son degré, ses développements, ses dérives, son rythme.

Tout de même, qu'est-ce qui ne change pas ou qui change peu ?

III. Dynamiques et logiques d'ensemble

1. Des processus objectifs seraient en cours et tendraient à la maturation: transition tout court, transition politique, sortie de despotisme, néo-autoritarisme, transition dite démocratique (quelle étape ?), des accumulations, crises dynamiques, la consolidation des bons acquis.
2. Le temps serait aux réformes: quelles réformes? s'inscrivent-elles dans le flux de réformes enclenchées depuis 1975? ou les réformes de la fin des années 80 ou 90? Celle de la phase néo-libérale du règne précédent: encore faut-il préciser de quelles réformes il s'agit: petites réformes, réformes moyennes, grandes réformes.
3. Il y aurait un projet moderne démocratique, qui semble receler tous les contenus qui font les sociétés modernes, tous sauf ce qui pourrait entraver l'islam modéré, l'unité nationale, l'économie de marché
4. Tout se déclinerait en termes d'influences et de déterminations, qu'elles soient exogènes ou endogènes. La part du dedans et du dehors. Le système a-t-il les mains plus libres qu'avant? L'endogène est plus prévalent qu'avant? La politique actuelle s'est-elle désengagée pour ne laisser aucun alibi aux interventions exogènes? Tout cela dans un contexte où l'ingérence démocratique a balancé entre l'agressivité, la faiblesse et l'effacement.

IV. Acteurs, actions, et impacts

S'interroger sur les acteurs d'aujourd'hui, ce qu'ils font et l'impact de leurs postures, faits et gestes, impose d'abord de s'interroger sur les mutations, évolutions et involutions qui marquent le champ politique d'aujourd'hui. Cela impose d'essayer de définir les nouvelles postures de l'Etat.

La sphère de Etat et sphères des pouvoirs

Le débat semble chaque fois se concentrer sur la carte institutionnelle, soit rapportée à une économie spécifique des pouvoirs au Maroc, soit liée aux standards internationaux de la démocratie (un pouvoir exécutif réel, un parlement aux pouvoirs significatifs, un équilibre global digne des démocraties.). La monarchie balance entre jouer le rôle de l'Etat, ou se comporter comme un simple pouvoir, fût-il hégémonique.

De ce point de vue le dilemme est on ne peut plus clair : moins d'Etat, plus de pouvoir, ou moins de pouvoir, plus d'Etat

Il est clair aussi qu'une diminution de la personnalisation de l'autorité ne s'accompagne pas nécessairement d'un processus d'institutionnalisation

La problématique du Gouvernement :

Lorsque l'on compare de la formation des différents gouvernements des trois dernières législatures, on constate que le débat sur le débat sur « la méthodologie démocratique » devient récurrent, même si chaque fois, il revêt un contenu différent (comparaison entre 2002 et 2007). La structure gouvernementale divisée en plusieurs types de postes (des postes de « souveraineté », des « espaces technocratiques » ou « assimilés », et des « postes politiques » partisans quoique aseptisés.) reproduit le même débat à un autre niveau.

La question de la technocratie n'apparaît comme une dénomination théorique qu'en apparence, elle s'intègre naturellement dans la catégorie des postes de souveraineté, même si en l'occurrence il s'agit de postes de souveraineté de second ordre.

L'espace du parlement :

La centralité du parlement fait problème dans la vie politique marocaine: cela est aussi bien attesté par la phase ayant précédé les élections, le déroulement des élections elles-mêmes, que leurs résultats. La place et le rôle du parlement semblent aussi bien se ressentir de l'indigence de l'action et de la culture parlementaire, que des tendances lourdes à la dépolitisation, à la non-participation, à la déconnection de larges parties de la société marocaine par rapport à la vie politique

L'identité et les marges de manœuvre des acteurs

Les acteurs principaux restent les mêmes que ceux de la dernière décennie, même si l'Etat a poussé certaines associations à passer par-dessus les partis politiques. Il est vrai que ces derniers avaient été d'abord des forces « historiques », puis sont devenus par la suite simplement « fonctionnels ». Il s'est agi pour eux par la suite de faire passer des réformes. Actuellement ils se fixent la mission d'effectuer un travail « gestionnaire », ou d'esquisser un travail de protestation vis-à-vis de certaines gestions. Le système des partis politiques : des mouvances qui se stabilisent avec une incertitude à droite. La vieille carte politique se fige. Le système électoral s'efforce d'orienter la vie politique vers un centre non encore défini.

La gauche se comporte comme si elle était actuellement une grande force, ne prenant conscience de sa faiblesse et de sa fragilité qu'à l'occasion des échéances électorales. Tant que la question de l'identité de la gauche et celle de ses projets de société est reportée, il est douteux qu'elle soit consciente de cette sortie des dynamiques politiques à l'oeuvre

Dans la conjoncture actuelle la banalisation des islamismes, y compris dans ses versions radicales, mérite d'être relevée. Le phénomène se tasse politiquement. Il dispose d'appuis forts, mais il ne semble plus porté par la lame de fond social irrésistible.

On s'empresse d'interpréter les nouvelles naissances d'acteurs politiques (création de nouveaux partis, développement de nouvelles alliances, manœuvres de rassemblement.). On tente aussi de leur donner du sens en considérant qu'elles correspondent à une demande sociale profonde d'élitisation, les structures existantes étant défailtantes. On y voit aussi des initiatives délibérées, voire des stratégies mûries par l'acteur étatique. Une grande indétermination semble cependant envelopper les démarches à ce niveau.

Au large du champs politique, bien des éléments ont peu changé (les divers aspects de la régulation, les hommes forts du régime et les processus d'élitisation, les créneaux néo-traditionnels, la vieille mécanique corporativisme d'Etat et corporativisme de société.). Elles continuent à fonctionner comme par le passé. L'espace public, et ses expressions, notamment le débat public, les médias, n'ont pas beaucoup évolué non plus. Ils restent, cinquante ans après l'indépendance, à un état embryonnaire.

Société politique et société civile

La société civile comme concept, acteur et perspective est fortement sollicitée. Ses composantes sont cependant inégales: qu'il s'agisse de l'ancien ou du nouveau mouvement associatif (comme par exemple la société civile électorale, les associations créées pour les élections de 2007, celles créées à l'occasion de l'INDH, ..), relèvent d'un univers hétéroclite, fait notamment des logiques hybrides, où se mêlent par exemple des éléments liés aux processus de formation de la citoyenneté à d'autres éléments étrangers à ces processus. Le phénomène est fortement hétérogène. Il n'a pas l'homogénéité suffisante qui lui permette de receler un sens véritable.

Par ailleurs, le mouvement social, semble aujourd'hui sans direction véritable. Il apparaît aussi avoir peu de rapports avec les syndicats. Ces derniers sont en butte à une désyndicalisation remarquable.

Le mouvement social en question ne peut constituer une alternative, car segmenté, fragmenté. Modes d'organisation, manifestations, explosions, soulèvements.

Publications

«Les cahiers bleus» :

1. «La Révision Constitutionnelle : *un vrai faux débat.*» n°1 - 2004.
2. «La réalité du pluralisme au Maroc». n°2 - 2004.
3. «Etat, Monarchie et religion». n°3 - 2005.
4. «Régulation et Etat de droit» n°4 - 2005.
5. «Presse écrite et transition» n°5 - 2006.
6. «Histoire et mémoire» n°6 - 2006.
7. «Droits de l'homme substitut aux idéologies ?» n°7 - 2006.
8. «Nation, nationalisme et citoyenneté» n°8 - 2007.
9. «Technocratie versus démocratie ?» n°9 - 2007.
10. «Acteurs religieux après le 16 mai 2003» n°10 - 2007.
11. «Autonomie et régionalisation» n°11 - 2008.
12. «Le Maroc entre le statut avancé et l'Union pour la Méditerranée»
n°12 - 2008
13. «Crise des élites et restructuration du champ politique par le haut»
n°13 - 2009.
14. «La gauche marocaine : *pensée et pratique*» (Prochain numéro)

Le Cercle d'Analyse Politique

Le *Cercle d'Analyse Politique (CAP)* est un espace créé en Juin 2001, à l'initiative conjointe de la Fondation Abderrahim Bouabid et la Fondation Friedrich Ebert.

Composé d'un cercle restreint de chercheur adeptes du principe de «fertilisation croisée», cet espace de réflexion critique s'efforce de réunir les conditions d'un débat rigoureux selon une approche qui consiste à : *Réfléchir sur l'actualité pour en éclairer les thématiques profondes, ou à l'inverse réfléchir sur des thématiques de fonds pour éclairer l'actualité.*

Collection «les cahiers bleus»
N°13 - 2009 Disponible par Abonnement.
Dépôt Légal : 2004 / 2093 ISBN : 1113 - 8823 Reproduction interdite sans avis préalable
<u>Prochainement :</u> «La gauche marocaine : <i>pensée et pratique</i> »



9, rue Tiddas, Hassan
Rabat - Maroc
Tél. : +212 (0) 537 76 28 58
+212 (0) 537 66 12 48
Fax : +212 (0) 537 76 98 91
E-mail : fes@fes.org.ma



مؤسسة عبد الرحيم بوعبيد
fondation abderrahim bouabid

121 rue de la Palestine
Bettana -11040 - Salé
Tél. : 0537 84 33 13/14
Fax : 0537 88 02 23
fbouabid@wanadoo.net.ma